

CONCLUSION

Les travaux présentés dans ce numéro spécial et les journées d'études au cours desquelles ils ont été exposés avec d'autres publiés par ailleurs¹ participent de l'activité du programme de recherche « Souveraineté et pouvoir local » de l'UMR TELEMME. Cet ensemble d'initiatives fournit une illustration du fonctionnement de ce programme et de ses objectifs. Il rassemble en effet des spécialistes d'histoire politique, membres de plusieurs groupes de recherches, qui travaillent sur des époques et des lieux très divers, même si la Provence occupe une place évidemment privilégiée dans cet ensemble. Ce faisant, il offre un cadre de travail commun à des historiens et à quelques autres chercheurs en sciences humaines que distances et siècles séparent. Ils peuvent ainsi parcourir un bout de chemin ensemble, confronter leurs problématiques et enrichir mutuellement leurs perspectives. De ce point de vue, l'organisation de cette manifestation scientifique sur « Femmes et politique », en deux volets, concernant deux périodes fortes dans l'histoire d'une relation qui, aujourd'hui encore, ne va pas « naturellement » de soi est représentative de cette démarche. Elle l'est aussi à d'autres points de vue. En effet, elle a été réalisée avec d'autres acteurs de l'histoire en train de se faire dans notre région, institutionnels ou associatifs et elle a permis d'assurer une présence historique sur un sujet qui touche à l'actualité et dont les enjeux civiques sont évidents. Répondre aux sollicitations de la mémoire collective fait partie de notre responsabilité d'historiens. En l'occurrence, il s'agissait de participer à notre façon à la commémoration de l'accession des femmes à la pleine citoyenneté politique, c'est-à-dire en utilisant le retour sur le passé pour comprendre le présent et contribuer à cet effort permanent de défense, de consolidation et d'élargissement de la citoyenneté qui concerne tout le monde, les his-

1. Voir en particulier le *Bulletin de l'Association des professeurs d'histoire-géographie de l'académie d'Aix-Marseille*, numéro de 1996.

toriens en premier lieu et tout particulièrement ceux du temps présent. Mais cet engagement dans le débat ne doit pas prêter à confusion. Il s'agit seulement de se situer sur le terrain qui est le notre, avec les règles et le souci de la vérité qui animent la recherche historique. Les contributions sélectionnées en fournissent la preuve. Elles éclairent l'événement-prétexte – le vote de 1945 – en l'intégrant dans une histoire plus longue dans laquelle Marseille a tenu une place que l'on ignorait pour certaines époques et qui méritait d'être soulignée. On a pu remarquer, une fois encore, que l'histoire locale, lorsqu'elle sait sortir d'un horizon étroit, est indispensable pour aller au plus près de la complexité des phénomènes et dépasser les généralisations sommaires. Les textes permettent aussi – et ce n'est pas inattendu – de mesurer le poids des mentalités, la lenteur des évolutions, les longues périodes de stagnation ou de régression. Par contraste, certains moments particuliers, phases de ruptures et périodes-matrices comme celle de 1944-1945, bousculent les inerties, mais ils ne surgissent pas du néant. Ils sont issus de cheminements divers. Ils sont portés par des groupes et des individus dont l'inventaire reste à faire. Les moissons futures qu'ils annoncent ne sont pas toujours à la hauteur des espérances, même si, en matière de récoltes, la prudence s'impose tant certaines germinations sont lentes.

Vers l'amont comme vers l'aval, cette recherche mérite d'être prolongée en suivant les pistes qui sont indiquées au fil des pages : tracé des itinéraires qui ont jalonné l'accession des femmes, élues et militantes, à la politique, analyse des activités sociales qui, même éloignées en apparence, de cette forme de participation à la vie collective, la préparent, repérage des milieux plus variés qu'il n'y paraît qui y participent, recension des pesanteurs, blocages et obstacles de toutes sortes qui la contrarient. L'une des leçons de ces journées n'étonnera pas ceux qui suivent le déroulement des démarches historiennes. Elle porte sur l'importance du questionnaire et le paradoxe qui en découle. A condition d'éviter le piège de l'anachronisme, un pan d'histoire peut ainsi émerger puisque du renouvellement des interrogations dépend le renouvellement des sources.

En cherchant à comprendre quelle est la place des femmes dans un domaine dont elle ont été longtemps exclues et où elles restent en marge pour des raisons qui ne peuvent se résumer en quelques termes simplistes, en suivant son évolution, en précisant la complexité des rapports qui, longtemps, ont été sous-estimés, le travail des historiens élargit le champ du politique. Il n'est pas là seulement où il prétend être et ses acteurs ne sont pas seulement ceux qui occupent les premiers rangs ou les lieux de pouvoir. Il se situe aussi ailleurs ou à part, dans l'épaisseur du social, dans ce qui était hier de l'infra-politique ou du pré-politique, qui reste périphérique aujourd'hui mais qui ne le sera pas forcément demain. C'est là, souvent, que se trouvent ceux qui participent au politique autrement, femmes ou hommes, éléments de la population en marge de la politique instituée, mais qui n'en contribuent pas moins à son renouvellement. L'histoire y participe. C'est aussi ce que les travaux présentés ici tendent à montrer.

Jean-Marie GUILLON.